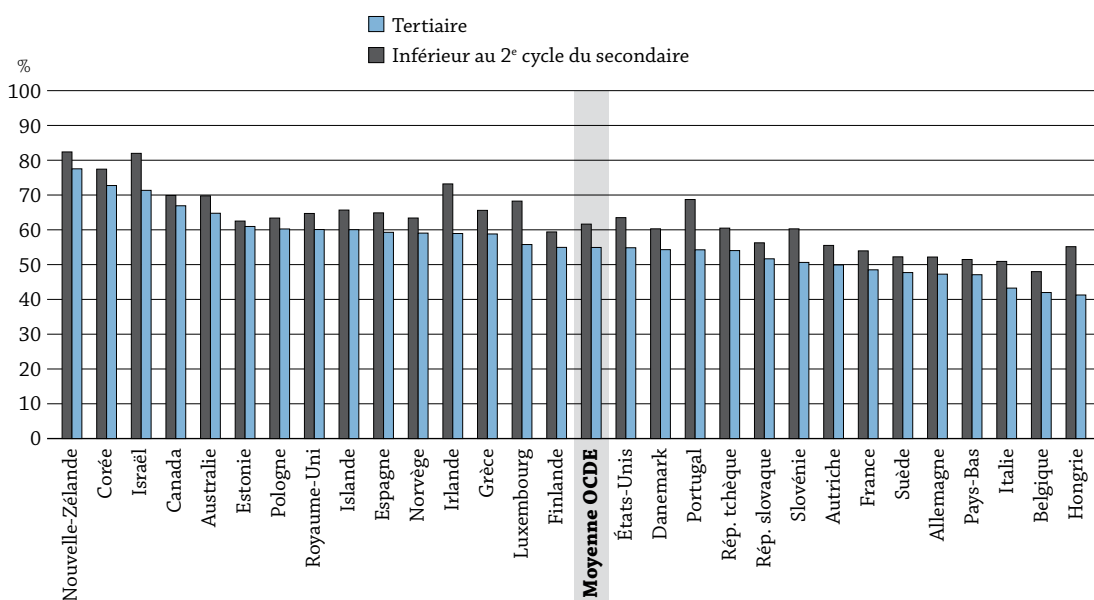


COMBIEN COÛTE LE TRAVAIL DES DIPLÔMÉS ?


- Le coût annuel de la main-d'œuvre d'un travailleur diplômé de l'enseignement tertiaire varie fortement entre les pays de l'OCDE : il est inférieur à 20 000 USD en Pologne, mais supérieur à 130 000 USD au Luxembourg.
- Les employeurs paient en moyenne deux fois plus pour un travailleur diplômé de l'enseignement tertiaire qui a une certaine expérience professionnelle (âgé de 45 à 54 ans) que pour un travailleur dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle du secondaire.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un travailleur dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire peut escompter percevoir 62 % du coût annuel de son travail, et un diplômé de l'enseignement tertiaire, 56 %.
- Pour les diplômés de l'enseignement tertiaire, les salaires les plus attractifs s'observent en Australie, en Autriche, aux États-Unis, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, où leur pouvoir d'achat moyen dépasse 40 000 USD par an.

Graphique A10.1. Revenus nets en pourcentage du coût de la main-d'œuvre (2009 ou année de référence indiquée)



Les pays sont classés par ordre décroissant des revenus nets en pourcentage du coût de la main-d'œuvre diplômée de l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année. Tableau A10.4. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932467583>

■ Contexte

Les compétences de la main-d'œuvre et le prix à payer pour les exploiter déterminent l'évolution des pays sur la scène mondiale. Les pays de l'OCDE sont face à une concurrence de plus en plus rude dans le segment inférieur de compétence et, plus récemment, dans le segment intermédiaire également. Toutefois, même dans ces segments, de nombreux pays gardent leur avantage concurrentiel grâce au progrès technologique, à l'innovation et aux investissements qui dopent les niveaux de productivité.

Comme les secteurs des services et les systèmes de production deviennent de plus en plus complexes, ils requièrent des travailleurs plus qualifiés. Il est donc important de compter sur une main-d'œuvre hautement qualifiée, non seulement pour pourvoir les postes dans le segment supérieur de compétence, mais également pour garder un avantage salarial compétitif dans les segments inférieurs de compétence. Avec l'intensification de la mobilité des travailleurs dans le monde, il est plus important de trouver un juste équilibre entre l'amélioration de l'équité dans la société et l'offre d'incitations financières persuasives pour attirer et fidéliser des travailleurs qualifiés.

■ Autres faits marquants

- **Le coût annuel de la main-d'œuvre augmente sensiblement avec le niveau de formation.** En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un travailleur coûte 38 000 USD par an si son niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 3 et 4 de la CITE), 46 000 USD s'il est diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et 68 000 USD s'il est diplômé de l'enseignement tertiaire.
- En Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège et aux Pays-Bas, les employeurs paient au moins 20 000 USD de plus par an par travailleur diplômé de l'enseignement tertiaire par comparaison avec la moyenne l'OCDE. **Les avantages financiers relatifs des pays où les coûts salariaux sont relativement bas bénéficient aux diplômés de l'enseignement tertiaire**, alors que les différentiels de revenus sont importants au sein des pays.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un employeur peut s'attendre à payer 25 000 USD de plus par an par travailleur diplômé de l'enseignement tertiaire expérimenté (âgé de 45 à 54 ans) par comparaison avec un travailleur débutant (âgé de 25 à 34 ans) à niveau égal de formation, une différence qui grimpe à près de 40 000 USD par comparaison avec un travailleur expérimenté dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. **Cet avantage que procure le niveau de formation augmente sensiblement en cas de pénurie de travailleurs hautement qualifiés.**
- La différence **de taxes et de cotisations sociales moyennes** afférentes au coût de la main-d'œuvre entre les travailleurs selon leur niveau de formation s'explique essentiellement par les différentiels salariaux. Cet écart est égal ou supérieur à 10 points de pourcentage en Hongrie, en Irlande, en Israël, au Luxembourg et au Portugal, mais est généralement inférieur à 5 % dans les pays nordiques.
- **Le niveau de vie** des diplômés de l'enseignement tertiaire est plus élevé, mais dans une mesure qui varie sensiblement selon les pays de l'OCDE. La structure salariale globale et la fiscalité du travail influent sur le pouvoir d'achat net. Les diplômés de l'enseignement tertiaire doivent se contenter d'un pouvoir d'achat inférieur à 20 000 USD en Estonie, en Hongrie et en Pologne, mais peuvent tabler sur un pouvoir d'achat supérieur à 50 000 USD aux États-Unis et au Luxembourg.

Analyse

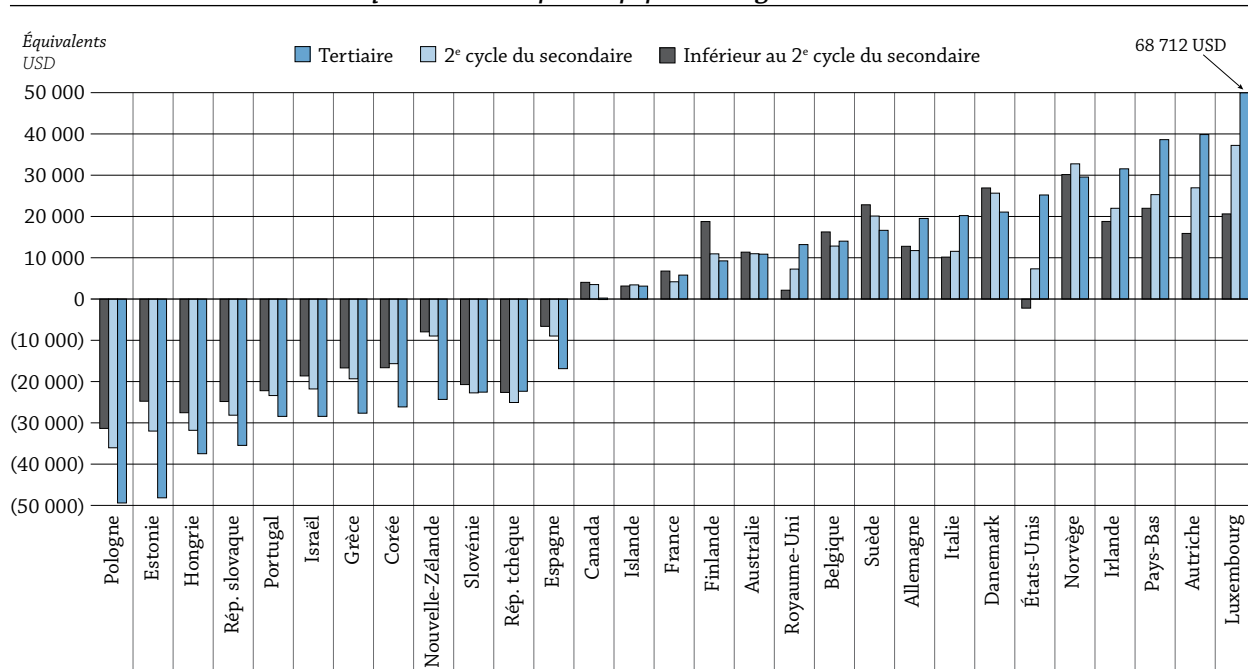
Coûts de la main-d'œuvre en fonction du niveau de compétence (de formation) dans les pays de l'OCDE

Cet indicateur se base sur les revenus des actifs occupés qui travaillent à plein temps toute l'année ainsi que sur les cotisations sociales à charge des employeurs et la fiscalité du travail. Dans les pays de l'OCDE, les avantages relatifs et les taux d'imposition moyens par niveau de formation sont estimés en USD sur la base d'un taux de change moyen calculé sur trois ans. Les écarts de revenus professionnels nets sont également ajustés en fonction des parités de pouvoir d'achat pour mieux montrer l'attractivité du marché du travail dans les pays de l'OCDE (voir les taux de change dans le tableau X2.1).

Le tableau A10.1 montre les coûts annuels de la main-d'œuvre et les revenus annuels bruts et nets convertis, d'une part, en fonction du taux de change moyen sur trois ans et, d'autre part, sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), en fonction de trois niveaux de formation. Depuis quelques années, le coût moyen de la main-d'œuvre fait l'objet d'une grande attention dans les comparaisons internationales. Pourtant, cette moyenne en dit peu sur le prix à payer par les employeurs selon les différents niveaux de compétence.

Le coût annuel de la main-d'œuvre augmente fortement avec l'élévation du niveau de formation, tant chez les hommes que chez les femmes, dans la population âgée de 25 à 64 ans. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût du travail des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'établit à 41 000 USD chez les hommes et à 31 000 USD chez les femmes. Il est plus élevé pour les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire : 51 000 USD chez les hommes et 38 000 USD chez les femmes. C'est toutefois dans le segment supérieur de compétence qu'il est le plus élevé : pour un employeur, le coût d'un diplômé de l'enseignement tertiaire s'élève, en moyenne, à 77 000 USD chez les hommes et à 55 000 USD chez les femmes.

Graphique A10.2. Écart, par rapport à la moyenne de l'OCDE, du coût annuel de la main-d'œuvre, selon le niveau de formation
En équivalents USD pour la population âgée de 25 à 64 ans



Les pays sont classés par ordre croissant de l'écart, par rapport à la moyenne de l'OCDE, du coût de la main-d'œuvre diplômée de l'enseignement tertiaire.
Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année. Tableau A10.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467602>

Le graphique A10.2 montre dans quelle mesure le coût de la main-d'œuvre varie entre les pays en fonction du niveau de formation. Le coût annuel de la main-d'œuvre (hommes et femmes confondus) s'établit, en moyenne, à 38 000 USD chez les individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à 46 000 USD chez les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à 68 000 USD chez les diplômés de l'enseignement tertiaire.

La structure globale de coût est nettement moins élevée en Estonie, en Hongrie, en Pologne, au Portugal et en République slovaque que dans d'autres pays de l'OCDE. Dans ces pays, le coût annuel de la main-d'œuvre, tous niveaux de formation confondus, est inférieur de 20 000 USD au moins à la moyenne de l'OCDE. Même si ces pays affichent les différentiels de revenus les plus importants en faveur des diplômés de l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur A8), leur avantage relatif en termes de coût n'en demeure pas moins dans le segment supérieur de compétence. Ce constat donne à penser que leurs différentiels de revenus resteront nettement supérieurs à ceux d'autres pays de l'OCDE, jusqu'au moment où l'offre et la demande seront en équilibre.

L'avantage de coût salarial est important aussi dans le segment supérieur de compétence en Corée, en Espagne, en Grèce, en Israël et en Nouvelle-Zélande, où les individus plus instruits sont relativement peu coûteux par comparaison avec les individus moins instruits. L'avantage de coût salarial est similaire pour tous les niveaux de formation en République tchèque et en Slovaquie. Le Canada, la France et l'Islande s'écartent légèrement de la moyenne de l'OCDE dans tous les segments de compétence. Le coût de la main-d'œuvre diminue aux niveaux de formation supérieurs dans quelques pays où le coût de la main-d'œuvre est plus élevé dans l'ensemble. Toujours par rapport à la moyenne de l'OCDE, les diplômés de l'enseignement tertiaire coûtent proportionnellement moins cher à leur employeur que les individus dont le niveau de formation est inférieur en Belgique, au Danemark, en Finlande et en Suède. La structure salariale resserrée et la puissance des syndicats peuvent, dans une certaine mesure, expliquer ces résultats.

Le coût moyen du travail augmente sensiblement avec l'élévation du niveau de formation dans d'autres pays. Le coût annuel de la main-d'œuvre est supérieur de 20 000 USD au moins à la moyenne de l'OCDE en Autriche, aux États-Unis, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège et aux Pays-Bas, ce qui s'explique en grande partie par une structure globale de coût plus élevée et par des différentiels plus élevés de productivité entre les niveaux de formation.

Coût de la main-d'œuvre dans le segment supérieur de compétence

En raison de leur structure de coût élevée dans l'ensemble, les pays de l'OCDE doivent faire face à une concurrence plus rude dans les segments inférieurs de compétence, où les produits et services sont plus faciles à imiter et où la production peut être délocalisée dans des pays à bas coût. Leur avantage réside toujours dans le segment supérieur de compétence, même si leurs coûts sont plus élevés. Des éléments tirés d'autres indicateurs relatifs au marché du travail de *Regards sur l'éducation* montrent aussi que les individus plus instruits peuvent tabler sur de meilleures perspectives professionnelles (voir l'indicateur A7) et que, dans de nombreux pays, le rendement de leur investissement dans leur formation est en hausse (voir l'indicateur A8).

Le coût à charge des employeurs augmente non seulement avec le niveau de formation, mais également avec l'expérience professionnelle. Il ressort de la comparaison des diplômés de l'enseignement tertiaire de sexe masculin que le coût annuel du travail varie sensiblement entre ceux qui n'ont guère d'expérience professionnelle (les 25-34 ans) et ceux qui ont 20 à 30 ans d'expérience professionnelle (les 45-54 ans). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un employeur peut s'attendre à payer 29 000 USD de plus par an (soit 50 % de plus environ) pour un diplômé de l'enseignement tertiaire qui possède une longue expérience professionnelle. Les employeurs en paient 120 % de plus en Italie et au Portugal. En Estonie, toutefois, les diplômés de l'enseignement tertiaire en début de carrière sont mieux rémunérés que ceux qui ont une longue expérience professionnelle (voir les tableaux A10.2 et A10.4).

Toutefois, la variation du coût de la main-d'œuvre est en grande partie imputable à la variation du niveau de formation. Le graphique A10.3 compare l'avantage que procure le niveau de formation entre les individus âgés de 45 à 54 ans selon qu'ils sont diplômés de l'enseignement tertiaire ou qu'ils ont un niveau de formation

A10

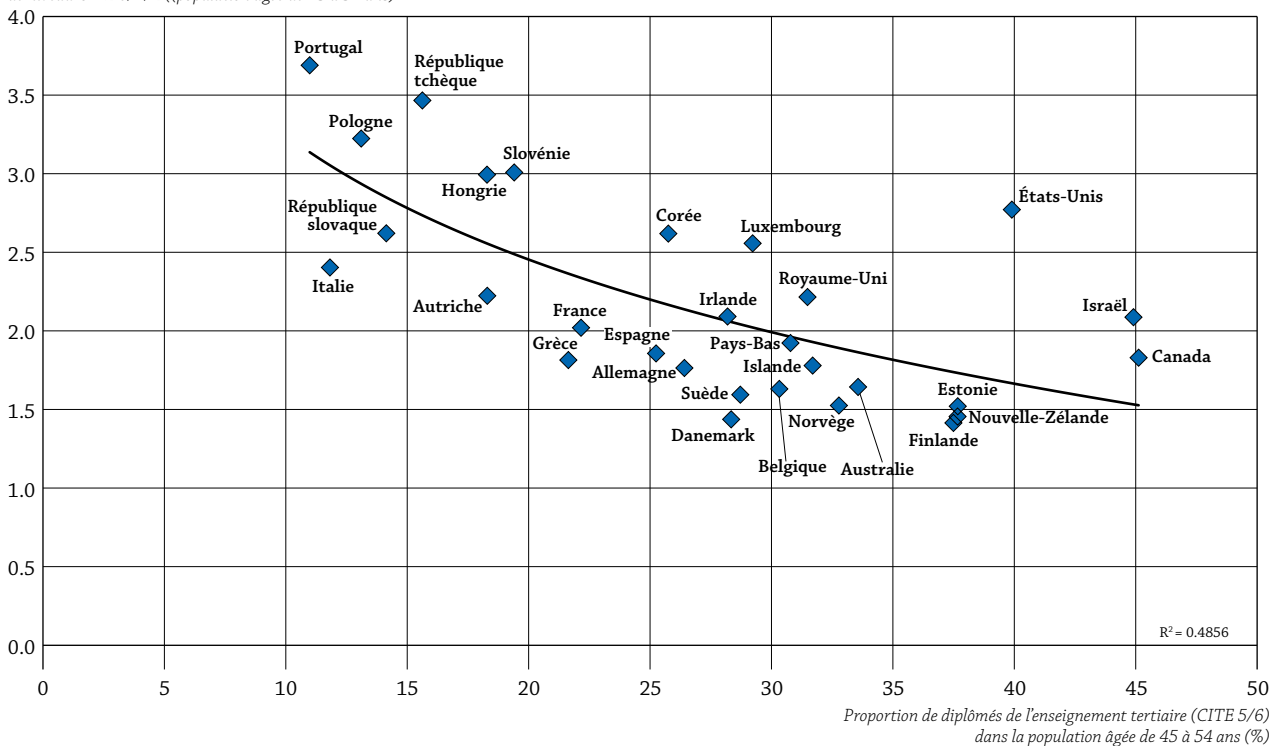
inférieur au deuxième cycle du secondaire (en l'occurrence le coût de la main-d'œuvre entre les deux groupes). Le coût de la main-d'œuvre des diplômés de l'enseignement tertiaire est supérieur aux individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire selon un coefficient supérieur à 3.5 au Portugal, mais inférieur à 1.5 au Danemark, en Finlande et en Nouvelle-Zélande. L'avantage que procure le niveau de formation diminue avec l'élévation du niveau des formations tertiaires.

L'avantage dont jouissent les travailleurs qualifiés expérimentés est particulièrement fort dans les pays où le niveau de formation est peu élevé dans l'ensemble. En Pologne, au Portugal, en République tchèque et en Slovaquie, où moins de 20 % des individus sont titulaires d'un diplôme de fin d'études tertiaires, le coût des diplômés de l'enseignement tertiaire est trois fois plus élevé que celui des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Ce constat suggère que la pénurie d'individus hautement qualifiés entraîne la hausse du coût de la main-d'œuvre, car les employeurs doivent rivaliser pour gagner les faveurs de travailleurs qualifiés peu nombreux. Aux États-Unis, le coût du travail des diplômés de l'enseignement tertiaire est plus de 2.5 fois plus élevé que celui des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, alors que le niveau de formation est élevé dans l'ensemble (40 %). Ce phénomène s'explique vraisemblablement par le fait que l'offre relativement abondante de diplômés de l'enseignement tertiaire ne suffit pas pour répondre à la demande ou que les différentiels de productivité entre ces deux niveaux de formation sont particulièrement importants.

Graphique A10.3. Ratio du coût de la main-d'œuvre et niveau de formation (2009 ou année de référence indiquée)

Rapport entre le coût de la main-d'œuvre diplômée de l'enseignement tertiaire (CITE 5/6) et celui de la main-d'œuvre dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle du secondaire (CITE 0/1/2), et niveau de formation de la population âgée de 45 à 54 ans

Rapport entre le coût de la main-d'œuvre titulaire d'un diplôme de niveau CITE 5/6 et d'un diplôme de niveau CITE 0/1/2 ((population âgée de 45 à 54 ans)



Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année. Tableaux A10.4 et A1.3a. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

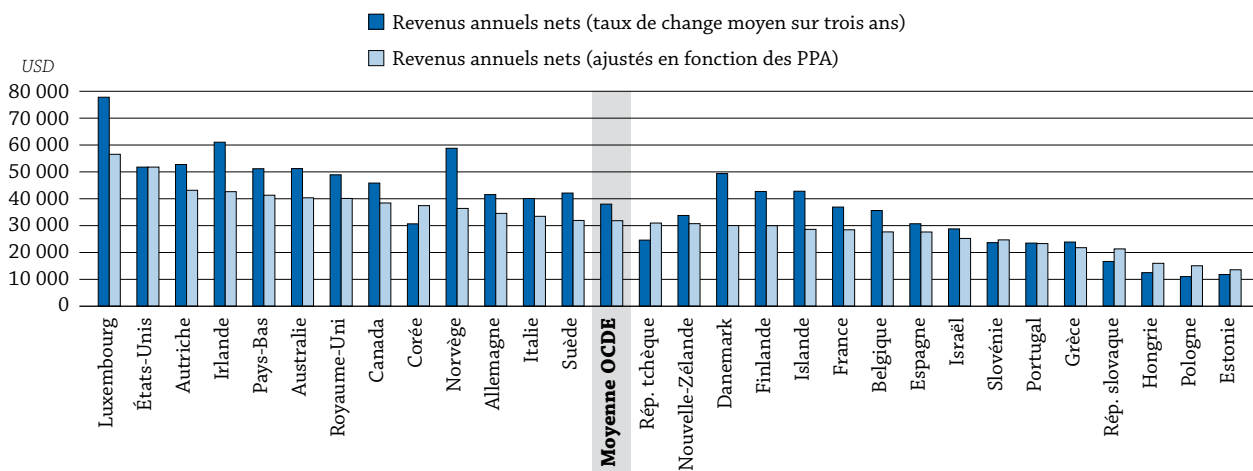
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467621>

Attractivité du marché du travail dans les pays de l'OCDE

Les tableaux A10.1 à A10.5 indiquent les revenus annuels nets par niveau de la CITE convertis en équivalents USD après ajustement en fonction des parités de pouvoir d'achat (PPA) pour montrer l'attractivité du marché du travail des pays aux yeux des individus. Comme le montre le graphique A10.1 proposé en introduction, des différences substantielles s'observent dans la fiscalité du travail. Après contrôle des prélèvements obligatoires non fiscaux, des cotisations sociales patronales et de l'impôt sur le revenu, les diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent s'attendre à percevoir un pourcentage égal ou supérieur à 70 % de leur coût total en Corée, en Israël et en Nouvelle-Zélande, mais inférieur à 50 % en Allemagne, en Belgique, en France, en Hongrie, en Italie, aux Pays-Bas et en Suède.

La structure de rémunération et la fiscalité ont un impact sur les revenus nets des individus. La structure globale de coût détermine le pouvoir d'achat équivalent aux revenus nets dans chaque pays. Le graphique A10.4 compare les revenus annuels nets des diplômés de l'enseignement tertiaire convertis en USD sur la base d'un taux de change moyen sur trois ans avec et sans ajustement en fonction des PPA. C'est en Irlande, au Luxembourg et en Norvège que les revenus nets sont les plus élevés : les diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent tabler sur des revenus de plus de 55 000 USD par an (comparaison directe des montants en USD).

Graphique A10.4. Revenus annuels nets en USD des diplômés de l'enseignement tertiaire âgés de 25 à 64 ans (2009 ou année de référence indiquée)
Taux de change moyen sur trois ans sans ajustement et taux de change ajusté en fonction des parités de pouvoir d'achat (PPA)



Les pays sont classés par ordre décroissant des revenus annuels nets ajustés en fonction des PPA.

Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année. Tableau A10.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467640>

L'ajustement des revenus en fonction de la structure globale des coûts change sensiblement la donne. Les diplômés de l'enseignement tertiaire affichent le niveau de vie le plus élevé aux États-Unis et au Luxembourg, où leur pouvoir d'achat est supérieur à 50 000 USD, et en Australie, en Autriche, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, où leur pouvoir d'achat est supérieur à 40 000 USD. Les pays où la structure globale des coûts est moins élevée sont généralement avantagés dans les comparaisons de revenus, grâce à l'ajustement en fonction du pouvoir d'achat.

Les dépenses directes privées au titre de l'éducation (frais de scolarité) expliquent en partie les différences d'ajustement en fonction du pouvoir d'achat des revenus nets des diplômés de l'enseignement tertiaire. Dans les pays où les frais de scolarité sont peu élevés et où les dispositifs d'aide sont généreux, suivre des études

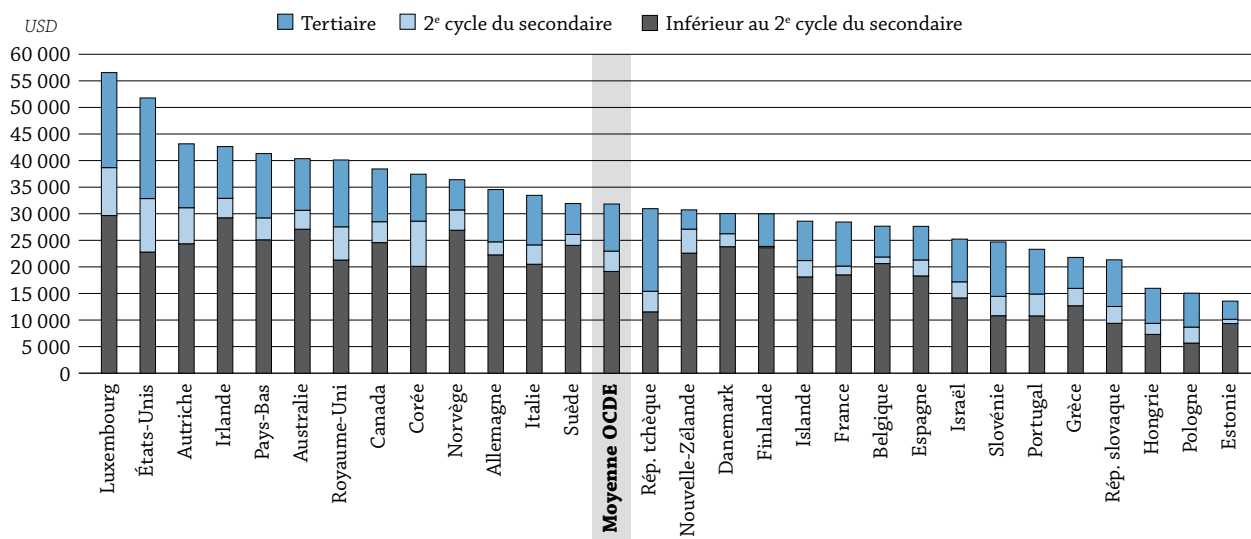
A10

tertiaires est dans de nombreux cas une activité génératrice de revenus : c'est donc généralement dans ces pays que l'ajustement en fonction des PPA a l'impact le plus important (voir, par exemple, la situation au Danemark, en Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède dans l'indicateur A9).

Comme l'ajustement en fonction du pouvoir d'achat, et donc de la consommation des ménages, est généralement réalisé abstraction faite de ces transferts et services publics, il y a lieu d'interpréter avec prudence les comparaisons entre les pays des revenus après ajustement en fonction des PPA. Le pouvoir d'achat est légèrement inférieur dans certains pays à cause de la nécessité d'épargner une partie des revenus nets (ou de rembourser des emprunts) pour financer une formation tertiaire. Le coût direct de l'enseignement tertiaire, actualisé à 3 %, est supérieur à 10 000 USD en Australie et au Royaume-Uni, et est proche de 20 000 USD au Canada et en Corée, et de 70 000 USD aux États-Unis (voir l'indicateur A9).

Le graphique A10.5, qu'il y a lieu d'interpréter compte tenu des réserves formulées ci-dessus, compare les différences de revenus annuels nets par niveau de formation après ajustement en fonction des PPA pour montrer le niveau de vie sur lequel les individus peuvent miser en fonction de leur niveau de formation dans les pays de l'OCDE.

Graphique A10.5. Différences de revenus annuels nets selon le niveau de formation, en USD ajustés en fonction des PPA (2009 ou année de référence indiquée)
Population âgée de 25 à 64 ans



Les pays sont classés par ordre décroissant des revenus annuels nets des diplômés de l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année. Tableau A10.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467659>

En valeur absolue, les avantages les plus élevés que procure un diplôme de l'enseignement tertiaire en termes de niveau de vie s'observent en Autriche, aux États-Unis, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en République tchèque et au Royaume-Uni, où les diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent compter sur un pouvoir d'achat supplémentaire compris entre 12 000 USD et 20 000 USD par an. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un diplôme de l'enseignement tertiaire donne lieu à un pouvoir d'achat supplémentaire proche de 9 000 USD par an et un diplôme de fin d'études secondaires, à un pouvoir d'achat supplémentaire proche de 4 000 USD par an.

C'est en Belgique, au Danemark, en Estonie, en Finlande et en Suède que l'avantage net (après impôt) de pouvoir d'achat en faveur des diplômés de l'enseignement tertiaire est le moins élevé par comparaison avec ceux dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire : les différences n'y

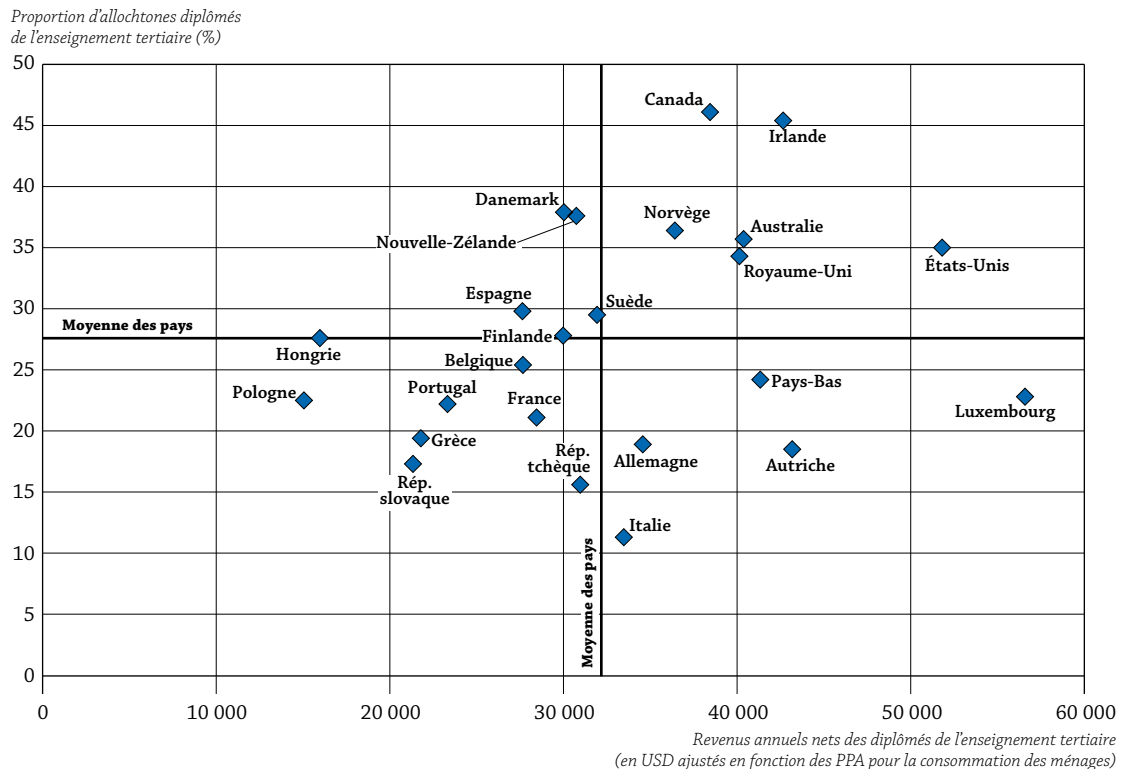
représentent pas plus de 8 000 USD par an. Les revenus nets des individus peu qualifiés sont les plus élevés en Australie, en Irlande, au Luxembourg, en Norvège et aux Pays-Bas, où les individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire peuvent s'attendre à gagner 25 000 USD par an (après ajustement en fonction des PPA).

Les flux migratoires ne s'expliquent pas uniquement par les revenus potentiels, mais des considérations financières interviendront vraisemblablement de plus en plus avec la mondialisation des marchés du travail, en particulier chez les individus dont le niveau de formation est plus élevé. Le graphique A10.6 montre le pourcentage d'allochtones diplômés de l'enseignement tertiaire et indique le pouvoir d'achat (en USD) associé à ce niveau de formation dans différents pays de l'OCDE. Il y a lieu de signaler que les données sur le niveau de formation de la population allochtone se rapportent à l'année 2003-04 et que les flux migratoires intervenus depuis cinq ans ont pu modifier, dans une certaine mesure, cette composition globale.

Certains pays sont capables d'attirer des immigrants plus instruits et/ou de leur donner des incitations propres à les encourager à accroître leur niveau de formation sur leur territoire. Les individus issus de l'immigration sont généralement plus qualifiés dans les pays anglophones. Les allochtones diplômés de l'enseignement tertiaire sont entre 30 % et 40 % en Australie, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, et sont plus de 45 % au Canada et en Irlande (voir le tableau A10.6).

Graphique A10.6. Pouvoir d'achat des diplômés de l'enseignement tertiaire (en USD) et proportion d'allochtones diplômés de l'enseignement tertiaire (2009 ou année de référence indiquée)

Proportion d'allochtones diplômés de l'enseignement tertiaire et revenus annuels nets des diplômés de l'enseignement tertiaire, dans la population âgée de 25 à 64 ans



Source : OCDE, Groupe de travail économique du réseau LSO, collecte de données spéciale sur les revenus du travail des actifs occupés travaillant à temps plein toute l'année et *Perspectives des migrations internationales 2007*. Tableau A10.1 et tableau A10.6 disponible en ligne. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/eag2011).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467678>

A10

Les immigrants plus instruits sont aussi nombreux au Danemark et en Norvège : 30 % d'entre eux au moins sont diplômés de l'enseignement tertiaire. Le pouvoir d'achat des diplômés de l'enseignement tertiaire est supérieur à la moyenne de l'OCDE en Allemagne, en Autriche, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, où le pourcentage d'allochtones diplômés de ce niveau d'enseignement est toutefois peu élevé. Le niveau de vie sur lequel les diplômés de l'enseignement tertiaire peuvent tabler dans les différents pays semble jouer un rôle moins important dans la décision d'immigrer ou d'entamer des études tertiaires dans le pays d'accueil.

Comme l'éducation requiert un investissement important, attirer des travailleurs hautement qualifiés peut être très rentable. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, une formation tertiaire coûte environ 80 000 USD, compte tenu des coûts directs et indirects (voir l'indicateur A9). Dans certains pays, la politique d'immigration consiste à attirer des individus plus instruits. Dans l'ensemble, il devient de plus en plus important d'utiliser l'éducation et le niveau de compétence comme un moyen stratégique de garder un avantage concurrentiel en termes d'échanges et d'investissement ainsi qu'en termes de flux migratoires.

Définitions

Concernant les **revenus des travailleurs à temps plein**, les pays ont précisé s'ils se sont basés sur une définition spécifique de la condition de travailleur à temps plein ou sur le temps de travail hebdomadaire minimum. Un statut spécifique de travailleur à temps plein a été utilisé en Espagne, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suède. C'est le temps de travail hebdomadaire qui a été retenu pour définir le travail à temps plein dans les autres pays, en l'occurrence : 36 heures en Autriche, en Hongrie et en République slovaque ; 35 heures en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, en Estonie et aux États-Unis ; et 30 heures en Grèce, en Nouvelle-Zélande et en République tchèque. Les autres pays participants n'ont pas communiqué de temps de travail minimum correspondant au travail à temps plein. Il y a lieu de signaler que dans certains pays, les **revenus des actifs occupés qui travaillent à temps plein toute l'année** proviennent des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (SILC), qui se basent sur une approche spécifique pour définir le travail à temps plein.

Les pays n'ont pas tous été en mesure de vérifier si la **condition de travailleur à temps plein** s'applique à toute la période de référence des revenus du travail. La condition de travailleur à temps plein est celle en vigueur au moment de l'administration de l'enquête en Hongrie et en Nouvelle-Zélande, et pendant toute la période de référence de l'enquête en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Norvège, en République slovaque et en République tchèque. Dans les autres pays, la condition de travailleur à temps plein s'applique à une période d'une durée similaire, mais parfois en léger décalage par rapport à la période de référence.

La **durée de la période de référence des revenus** varie selon les pays. Les revenus sont dérivés : des revenus hebdomadaires en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni ; des revenus mensuels en Belgique, en Corée, en Estonie, en Finlande, en France, en Hongrie et au Portugal ; et des revenus annuels en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Israël, en Italie, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas, en République slovaque, en République tchèque, en Slovaquie et en Suède. Les revenus du travail à temps plein peuvent varier en fonction des heures supplémentaires dans certains pays, auquel cas ils sont légèrement surestimés. Les revenus des travailleurs à temps plein présentés dans cet indicateur diffèrent donc, dans une certaine mesure, d'un pays à l'autre. Par ailleurs, l'immigration peut influencer sur les niveaux de revenus et expliquer certaines différences entre les pays. Ces chiffres doivent donc être interprétés avec prudence.

Les **parités de pouvoir d'achat (PPA)** sont des taux de conversion monétaire qui égalisent les pouvoirs d'achat des différentes monnaies, car ils éliminent les différences de niveau de prix qui existent entre les pays.

Méthodologie

Cet indicateur se base sur une nouvelle collecte de données concernant les revenus des actifs qui travaillent à temps plein toute l'année. À ces données viennent s'ajouter les données sur les cotisations sociales et les prélèvements obligatoires non fiscaux, qui proviennent de la *Base de données de l'OCDE relative aux impôts sur les salaires*.

Les cotisations sociales patronales (généralement versées directement à l'État) et les prélèvements obligatoires non fiscaux (fixés par la réglementation ou la loi, mais généralement versés à des régimes privés d'assurances) constituent le supplément que les employeurs paient en plus des salaires bruts dans les différents pays. Dans certains pays, les cotisations sociales sont presque exclusivement à charge des travailleurs et sont déduites de leur salaire. Dans ce cas, les cotisations sociales sont incluses dans les revenus bruts. Le taux de cotisation sociale est fixe et indépendant du niveau de salaire dans certains pays, mais variable ou limité par des seuils ou des plafonds dans d'autres pays, auquel cas le montant des cotisations dépend du niveau de revenus.

Les données fiscales sont calculées sur le modèle *Taxing Wages*. La publication annuelle *Taxing Wages* décrit en détail les impôts sur les salaires dans les 34 pays membres de l'OCDE, en l'occurrence l'impôt sur le revenu, les cotisations de sécurité sociale des travailleurs et des employeurs, et les prestations en espèces aux ménages. Ces données permettent de comparer le niveau du coût de la main-d'œuvre ainsi que la situation fiscale et les avantages des isolés et des ménages. L'édition de 2010 de la publication *Les impôts sur les salaires* (OCDE, 2010d) présente des estimations précises de la situation fiscale et des avantages des travailleurs en 2009, et en indique les chiffres définitifs de 2008. Par ailleurs, elle donne la mesure des charges fiscales entre 2000 et 2009.

Un taux de change moyen sur trois ans (USD) est appliqué pour comparer les avantages entre les pays de l'OCDE dans la perspective des employeurs. Les montants en USD sont ajustés en fonction des parités de pouvoir d'achat (consommation privée) pour comparer le pouvoir d'achat et le niveau de vie dans la perspective des travailleurs (voir les taux de change dans le tableau X2.1).

Les données sur le niveau de formation des allochtones âgés de 25 à 64 ans proviennent de l'édition de 2007 de *Perspectives des migrations internationales*. Comme ces données sont antérieures de cinq ans environ à celles relatives aux revenus, une certaine prudence s'impose lors de l'interprétation des chiffres. La méthodologie utilisée dans cette publication peut différer, dans une certaine mesure, de celle appliquée dans certains pays à cause, par exemple, du traitement des individus dont le niveau de formation est inconnu.




Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Références

OCDE (2007b), *Perspectives des migrations internationales 2007*, Éditions OCDE.

OCDE (2010d), *Les impôts sur les salaires 2008-2009*, Éditions OCDE.

D'autres documents en rapport avec cet indicateur sont disponibles en ligne :

- **Tableau A10.3. Coût annuel de la main-d'œuvre, revenus annuels bruts à temps plein et revenus annuels nets selon les niveaux de la CITE, en équivalents USD, pour la population âgée de 35 à 44 ans (2009 ou année de référence indiquée)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470300>
- **Tableau A10.5. Coût annuel de la main-d'œuvre, revenus annuels bruts à temps plein et revenus annuels nets selon les niveaux de la CITE, en équivalents USD, pour la population âgée de 55 à 64 ans (2009 ou année de référence indiquée)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470338>
- **Tableau A10.6. Niveau de formation de la population âgée de 25 à 64 ans dans les pays de l'OCDE, selon l'ascendance autochtone ou allochtone (2003-04, en pourcentage)**
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470357>



Extrait de :
Education at a Glance 2011
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2011-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Combien coûte le travail des diplômés ? », dans *Education at a Glance 2011 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2011-14-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.